

Annexes

pour le discussion

Annexe 1

Tentative pour resserrer les liens entre l'UE et les EU

1) Rencontre à Pittsburgh du 29 septembre 2021

L'objectif principal était de resserrer les liens transatlantiques mis à mal par la décision prise par les EU en août dernier, unilatéralement et sans préavis, de se retirer d'Afghanistan alors que plusieurs pays de l'UE y avaient envoyé des troupes, conformément à l'Accord de l'OTAN.

Les discussions se poursuivent.

2) Attitude des Etats-Unis vis-à-vis de la Chine

Les Etats-Unis mènent une lutte sans merci contre la Chine et ils souhaiteraient y entraîner l'UE.

Les Européens, d'une manière générale, sont plus modérés :

- Ils sont prêts à qualifier la Chine de « rivale systémique » sans qu'elle soit pour autant « l'ennemi à abattre » comme le souhaiteraient les Etats-Unis.

L'UE dépend de plus en plus du marché chinois pour ses exportations.

Ce que souhaite l'UE, c'est de pouvoir jouer un rôle moins profilé, lui permettant de construire une certaine « autonomie stratégique » afin de regagner un peu de souveraineté. Dit plus clairement, cela semble signifier « d'accord pour se coordonner mais pas pour s'aligner »

D'autres divergences subsistent entre l'UE et les Etats-Unis :

- sauvegarde d'une certaine autonomie réglementaire par rapport aux Etats-Unis ;

- report du règlement du conflit sur l'acier et l'aluminium à la fin de l'année.

Annexe 2

L'enjeu géostratégique et géopolitique des semi-conducteurs.

A. Enjeu géostratégique

TSMC (Taiwan Semiconductor Manufacturing Company) a été créée par Morris Chang (né en 1931) que ses parents avaient envoyé aux Etats-Unis pour fuir devant l'armée populaire de Mao Zedong. Chang étudie au MIT dont il sort avec un diplôme d'ingénieur.

En 1990, Chang quitte les Etats-Unis pour s'établir à Taiwan où il créera TSMC, une de ses fameuses « fabless » (entreprise industrielle sans usine) qui ont pris un tel essor dans la high tech.

En 2015, 85% des puces vendues dans le monde l'étaient par des fabless.

TSMC est leader dans la création de puces qui calculent

tandis que

SAMSUNG l'est pour les puces qui stockent les mémoires.

Avec l'essor du numérique, le besoin en semi-conducteurs a pris l'ascenseur. On en a besoin dans tous les domaines (électricité, télévision, médecine, biologie, commerce, automobile, téléphonie, smartphones etc).

TSMC a prévu d'investir \$ 100 milliards dans ses entreprises !

B. Enjeu géopolitique

L'administration américaine, en interdisant à TSMC de vendre ses puces à Huawei, a donné un coup d'arrêt à toute la chaîne de l'électronique chinoise, fer de lance de sa conquête mondiale. De ce fait, Huawei a été éjecté de cet immense marché.

Les chiffres frappent l'imagination : la Chine importe en effet pour plus de \$ 370 milliards de puces par an, soit davantage que ses importations de pétrole.

La chose étant, on comprend pourquoi Joe Biden s'engage encore davantage militairement que ses prédécesseurs envers Taiwan.

On comprend aussi mieux pourquoi les Chinois ont intensifié les vols de reconnaissance au-dessus de l'île et pourquoi, Xi Jinping a précisé dans son plan « Made in China 2025 » qu'il entendait faire produire 25% de ses puces sur territoire chinois.

Tels sont les enjeux auxquels nous sommes tous confrontés.

L'essentiel de ce que j'ai écrit a été repris d'un article du journal « Le Monde » du 15 octobre 2021

Annexe 3

1- Défense européenne/ France/UE

Emergence d'une défense européenne

Macron demande à Biden que les EU acceptent sans réserve l'idée d'une force européenne autonome qui se veut être un complément de l'OTAN.

Ce n'est pas joué d'avance. Les Etats-Unis y ont été traditionnellement réticents de même que plusieurs pays-membres de l'UE qui craignent que la création de cette force de défense autonome affaiblisse la chaîne du commandement en place de l'OTAN.

2- Renforcement du partenariat franco-américain au Sahel

La France a mis fin à l'opération « Barkhane » pour redéployer ses forces en Afrique.

Elle demande aux Etats-Unis de renforcer leur partenariat militaire avec la France en Afrique. Des discussions sont en cours.

Le tout se déroule avec à l'arrière-plan un rapprochement du Mali avec la société russe de mercenaires Wagner.

3- Rôle du continent européen voire de la France dans l'Indo-Pacifique.

Les entretiens se poursuivent sur la question

Annexe 4

Effets du retrait américain d'Afghanistan sur la Corée du Sud et le Japon

Corée du Sud

La Corée du Sud n'a pas d'intérêt stratégique en Afghanistan

En ce sens, le retrait américain ne la touche pas directement.

Cependant, la Corée du Sud entend renforcer sa capacité de défense.

La Corée du Sud, s'apprête à vivre dans une Asie dominée plus ou moins par la Chine.

Elle s'efforce donc de trouver un équilibre dans ses relations avec la Chine et les EU.

Japon

Le Japon n'est pas une cible de l'extrémisme islamiste

En ce sens, le retrait américain ne le touche pas directement.

Cependant, il entend renforcer sa capacité de défense

Au Japon, le retrait américain suscite un optimisme prudent .

On en attend un renforcement de la stratégie américaine dans la région en espérant aussi que les EU concentreront davantage leurs efforts sur une compétitivité globale due à la montée en puissance d'une Chine autoritaire et expansionniste.

En même temps, le Japon se rapproche de Taiwan car toute action de la Chine sur cette île est ressentie comme une menace pour le Japon.

Le Japon espère aussi que ce qui s'est passé en Afghanistan aura pour effet de dynamiser le « Dialogue Quadrilateralisé pour la sécurité »¹) (QUAD) pour mieux coordonner les efforts des démocraties qui le composent .

Le Japon craint enfin un rapprochement des Talibans avec Pékin car cela pourrait donner accès à la Chine à la Mer d'Arabie via le Pakistan. Cela ne manquerait pas non plus d'inquiéter l'Inde

Enfin, tant le Japon que la Corée de Sud ressentent le retrait des EU de l'Afghanistan comme le résultat d'erreurs stratégiques des EU et cela ne manquera pas de les inciter à se ménager une plus grande sphère d'autonomie.

- 1) QUAD Dialogue quadrilateralisé pour la sécurité.
En sont membres : les Etats Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde.
Objectif : Coopération informelle comprenant des exercices militaires
Cette coopération est vue comme une réaction
contre la puissance grandissante de la Chine

Annexe 5

Défense européenne

Le 15 septembre 2021, au moment même où les forces françaises au Sahel tuaient le leader du groupe islamiste (opération Barkhane), le Gouvernement australien dénonçait le contrat qu'il avait avec la France sur la fourniture de sous-marins et annonçait la création d'Aukus. Or, coïncidence frappante, le succès français au Sahel – également réalisé le 15 septembre, fut largement dû à l'appui logistique des Etats-Unis.

Cela démontre que les Etats-Unis continuent d'être un partenaire essentiel pour l'UE et que l'accentuation de leur pivot vers l'Asie ne devrait pas pour autant les inciter à trop se désengager en Europe. Cela démontre également que l'effort d'autonomie de l'UE pour sa défense doit se faire en étroite collaboration avec les Etats-Unis.

Les efforts européens pour renforcer leur puissance militaire sont dus aux Etats-Unis qui insistent pour que l'UE augmente ses prestations en matière de défense conformément à ce que prescrit l'OTAN 1) mais maintenant aussi à l'UE elle-même, qui entend se rendre plus autonome en se prenant davantage en main. On en voit d'ailleurs les premiers résultats dans l'augmentation des budgets militaires.

Ce qui est réconfortant est que les deux partenaires semblent reconnaître qu'il faut renforcer l'OTAN plutôt que l'affaiblir. Mais, pour ce faire, il faudrait qu'ils revisitent leurs relations en tenant compte de leur interdépendance et du nouveau contexte géopolitique.

Sur le sujet de l'autonomie stratégique relative de l'UE, l'affaire AUKUS a remis en évidence les divergences d'opinion de ses membres en la matière.

1) Budget UE : \$288 milliards alors que celui des EU dépasse \$ 700 milliards. En outre, les budgets européens sont fragmentés. Il y a donc des doubles emplois et des lacunes notamment dans la logistique. Quant aux forces armées européennes, même si elles ne sont pas négligeables (1,260 millions) par rapport à celles des EU (1,37 millions) elles n'ont pas tout l'arsenal qu'il faudrait pour mener des opérations autonomes d'envergure (renseignement, transports aériens etc.)

Ainsi, si le Ministre français des Affaires étrangères a accusé ses partenaires européens de « duplicité » pour n'avoir pas soutenu publiquement la France dans l'affaire AUKUS, le Danemark a officiellement défendu la position de Biden en déclarant que la décision américaine ne le frustrait pas.

En outre, les pays européens membres de l'OTAN sont loin de partager les mêmes vues sur les questions du monde et de l'autonomie :

-En 2011, la France et le RU ont participé aux interventions en Libye au contraire de la RFA.

-Pendant la guerre d'Irak, la France et la RFA ont pris position pour la Russie tandis que l'Espagne, les Pays-Bas, le Danemark, l'Italie et les pays en voie d'adhésion (Pologne en tête) ont soutenu les Américains.

-Les pays d'Europe Centrale et orientale, du fait de leur histoire, comptent davantage sur le parapluie militaire américain de l'OTAN que sur l'UE.

-La France est le seul pays de l'UE à avoir un siège permanent au Conseil de sécurité et elle ne veut pas le partager avec l'UE, comme le lui a demandé la RFA.

- Les pays de l'UE, hormis la RFA, ne se sentent pas toujours traités par la France comme des partenaires égaux.

-Quant à la RFA, elle a longtemps été hésitante à propos des dépenses militaires en raison de son passé dans la 2^{ème} guerre mondiale. Pourtant un revirement est en cours. Il y a en effet toujours plus de voix qui considèrent que la RFA ne devrait pas uniquement privilégier sa puissance économique 2) mais s'engager davantage militairement dans l'exercice de sa puissance.

2) RFA : 4^{ème} puissance économique mondiale, 3^{ème} nation exportatrice de la planète, 1^{ère} nation exportatrice de l'UE, 28% du PIB de la zone euro.

Deux historiens (Neitzel et Scanno) ont ainsi fait valoir qu'il était moralement indigne de la part de la RFA « de réclamer des interventions militaires que d'autres se chargent d'exécuter »

et de constater

« qu'il y a un fossé entre l'exigence d'être un partenaire important dans le règlement des crises et l'absence de volonté dès qu'il s'agit d'être partie prenante en matière de sécurité »

Même Mme Merkel a fait des conversions politiques remarquées :

-En 2017, elle a déclaré « L'époque est révolue où nous pouvions nous fier entièrement à d'autres. Nous, Européens, nous devons prendre notre défense en main »

-En matière de politique industrielle - à laquelle elle était hostile - elle a changé d'avis en soutenant l'idée que l'UE avait désormais besoin d'une stratégie industrielle avec pour objectif de renforcer la compétitivité de l'Europe en préservant les énergies renouvelables.

-En 2020, elle a mis en veilleuse la révision du Pacte de stabilité budgétaire jusqu'en 2022 pour permettre le « Plan de relance » européen, impliquant que la Commission puisse emprunter sur les marchés financiers.

-Dans le contexte germanique, il est intéressant de relever que Scholz - social-démocrate - a défendu le 27 août, dans la Süddeutsche Zeitung, la thèse que la RFA devrait augmenter massivement le budget de la défense.

La concrétisation de cette idée n'est pas invraisemblable vu les développements suite aux élections du 25 septembre. Ce serait un atout pour Macron qui fait campagne pour donner à l'UE davantage de souveraineté.

Il y a d'ailleurs un constat surprenant en la matière puisqu'il y aurait maintenant davantage d'Allemands (77%) que de Français (48%) qui estiment que « souveraineté européenne et souveraineté nationale sont complémentaires ».

Annexe 6

Divergences de vues et d'attitudes au sein de l'UE

Quelques exemples

- **Lorsque Jean-Yves Le Drian, Ministre français des Affaires étrangères, a accusé ses partenaires européens de « duplicité » pour n'avoir pas soutenu publiquement la France dans l'affaire AUKUS, le Danemark a officiellement défendu la position de Biden en déclarant que la décision américaine ne le frustrait pas.**

- **Les pays européens membres de l'OTAN sont loin de partager les mêmes vues sur les questions du monde et de l'autonomie :**
 - En 2011, la France et le RU ont participé aux interventions en Libye au contraire de la RFA.**

 - Pendant la guerre d'Irak, la France et la RFA ont pris position pour la Russie tandis que l'Espagne, les Pays-Bas, le Danemark, l'Italie et les pays en voie d'adhésion (Pologne en tête) ont soutenu les Américains.**

 - Les pays d'Europe Centrale et orientale, du fait de leur histoire, comptent davantage sur le parapluie militaire américain de l'OTAN que sur l'UE.**

 - La France est le seul pays de l'UE à avoir un siège permanent au Conseil de sécurité et elle ne veut pas le partager avec l'UE, comme le lui a demandé la RFA.**

 - Les pays de l'UE, hormis la RFA, ne se sentent pas toujours traités par la France comme des partenaires égaux.**

Annexe 7

RFA

La RFA a longtemps été hésitante à propos des dépenses militaires en raison de son passé dans la 2^{ème} guerre mondiale. Pourtant, un renversement est en cours. Il y a en effet toujours plus de voix qui considèrent que la RFA ne devrait plus privilégier uniquement sa puissance économique 1) mais s'engager davantage militairement dans l'exercice de sa puissance.

Deux historiens (Neitzel et Scanno) ont ainsi fait valoir qu'il était moralement indigne de la part de la RFA « de réclamer des interventions militaires que d'autres se chargent d'exécuter »

Et de constater

« qu'il y a un fossé entre l'exigence d'être un partenaire important dans le règlement des crises et l'absence de volonté dès qu'il s'agit d'être partie prenante en matière de sécurité »

Même Mme Merkel a fait des conversions politiques remarquées :

-En 2017, elle a déclaré « L'époque est révolue où nous pouvions nous fier entièrement à d'autres. Nous, Européens, nous devons prendre notre défense en main »

-En matière de politique industrielle - à laquelle elle était hostile - elle a changé d'avis en soutenant l'idée que l'UE avait désormais besoin d'une stratégie industrielle avec pour objectif de renforcer la compétitivité de l'Europe en préservant les énergies renouvelables.

-En 2020, elle a mis en veilleuse la révision du Pacte de stabilité budgétaire jusqu'en 2022 pour permettre le « Plan de relance » européen, impliquant que la Commission puisse emprunter sur les marchés financiers.

1) RFA : 4^{ème} puissance économique mondiale, 3^{ème} nation exportatrice de la planète, 1^{ère} nation exportatrice de l'UE, 28% du PIB de la zone euro.

-Dans le contexte germanique, Il est intéressant de relever que Scholz - social-démocrate – a défendu le 27 août, dans la Süddeutsche Zeitung, la thèse que la RFA devrait augmenter massivement le budget de la défense. La concrétisation de cette idée n'est pas invraisemblable vu les développements suite aux élections du 25 septembre. Ce serait un atout pour Macron qui fait campagne pour donner à l'UE davantage de souveraineté.

Il y a d'ailleurs un constat surprenant en la matière puisqu'il y aurait maintenant davantage d'Allemands (77%) que de Français (48%) qui estiment que « souveraineté européenne et souveraineté nationale sont complémentaires ».

Annexe 8

Rivalités des systèmes politiques sino-américain

- 1) Les EU croient à la suprématie de leur système politique et c'est pourquoi ils ont tendance à vouloir l'exporter voire l'imposer. Or, l'idéalisme des pères fondateurs n'est plus véritablement de mise dans notre monde dans lequel, de surcroît, le poids et l'influence de l'Occident régressent alors que la Chine, au fur et à mesure de sa progression économique renoue avec sa civilisation millénaire sans pour autant rejeter entièrement ce qu'elle a appris de l'Occident.**
- 2) Nous sommes donc en présence d'un conflit de civilisations dans lequel l'Occident doit prendre en compte que certains de ses principes et valeurs ne sont plus universels ni nécessairement adaptés au monde d'aujourd'hui.**

Ainsi, l'ordre démocratique est contesté notamment par la Chine et de nombreux régimes autoritaires.

Ainsi, en adhérant à l'OMC en 2001, la Chine avait endossé les principes sous-tendant l'ordre multilatéral occidental, mais elle ne les a plus appliqués quand elle est devenue plus puissante. Ce faisant, elle a endossé ce que Deng Xiao Ping avait recommandé en léguant sa succession

« Observer calmement la situation, se tenir ferme, réagir avec prudence, cacher nos capacités et attendre le moment opportun, paraître modéré ».

C'est ce qui s'est passé lorsque les Chinois ont commencé à considérer les EU comme un géant déchu.

L'adhésion à l'OMC a correspondu avec une période de croissance économique fulgurante.

Pourtant, malgré cela, la Chine a voulu continuer de bénéficier des règles avantageuses de l'OMC accordées aux pays en développement et la Chine ne s'est que partiellement ouverte à la concurrence étrangère sur son marché.

La Chine continue d'ailleurs de croire qu'elle est « l'Empire du Milieu autosuffisant.

Trump a cru, qu'en découplant les économies américaine et chinoise, il ralentirait la croissance chinoise. Mais cela semble avoir été à fin contraire .

3) Contrairement aux Américains, les Chinois ne s'attendent pas à ce que les autres deviennent comme eux tandis que les EU et en général l'Occident pensent que les Chinois constituent une menace existentielle et qu'un conflit géopolitique majeur est inévitable.

A cela s'ajoute que les émotions jouent en l'occurrence un rôle aussi important que la raison dans les relations internationales.

4) Malgré ces divergences sino-américaines, il y a tout de même des convergences d'intérêt :

-Les 2 pays veulent assurer le bien-être de leurs ressortissants

-Les 2 pays ont des vues qui convergent dans la maîtrise des forces du changement climatique et pour limiter de nouveaux dégâts à l'environnement.

-Les EU pensent que le succès de communisme à la chinoise menace la démocratie alors que, semble-t-il, la Chine n'entend plus promouvoir le communisme à l'échelle mondiale.

En fait, ce qui est en jeu, ce n'est pas l'idéologie mais plutôt la resurgence de la civilisation chinoise, l'une des plus fortes et des plus résilientes.

Ce n'est pas le communisme chinois qui menace les EU mais le succès de la compétitivité de l'économie chinoise.

En fin de compte, ce qu'il faudrait voir et prendre en compte est que notre monde mondialisé est devenu une communauté humaine vivant dans un petit village.

Nos civilisations sont reliées et intégrées les unes aux autres.